



# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



Revue de presse

21 décembre 2015

A 9 jours de la tenue des élections sénatoriales, les défaillances au niveau de l'organisation commencent à apparaître, comme l'absence du nom de certains grands électeurs dans la liste électorale. Toutefois, la campagne continue pour les candidats et si l'on se tient aux échos de leurs activités, les partis TIM, HVM et MAPAR se disputent la majorité de la Chambre haute. Par ailleurs, la session parlementaire ordinaire a pris fin vendredi dernier. En tout, 36 projets de loi ont été votés, y compris la Loi de finances 2016 qui a été une source de polémique tout au long de la session.

## Processus électoral

### DERNIERE LIGNE DROITE POUR LES SENATORIALES

*Il ne reste plus qu'une semaine avant la tenue des sénatoriales du 29 décembre. Contrairement aux élections à suffrage universel direct, celles-ci passent quasiment inaperçues auprès du grand public.*

- *Vu la manière dont se passent les campagnes, nous sommes en route vers la mise en place d'une majorité stable, selon l'analyse de **Midi Madagasikara**. Le HVM, le TIM et le MAPAR rafleront à coup sûr un certain nombre de sièges au Sénat. Ils remporteront la victoire dans les communes où ils ont dominé lors des communales. Le parti au pouvoir en l'occurrence est en train de gagner la stabilité, après une série des bras de fer avec le pouvoir législatif. En effet, le fait que le Chef d'Etat nommera 21 sénateurs est une occasion pour son parti d'obtenir le devant de la scène politique et de faire l'équilibre. (p. 2)*
- *Dans la partie Nord de l'île, les formations politiques continuent à approcher les grands électeurs dans les districts. Le district d'Ambilobe se présente comme le carrefour politique. Du 11 au 13 décembre dernier, le groupement MAPAR y a tenu une assise régionale. Quant au HVM, il a rassemblé les 128 électeurs au restaurant « Amical Club ». Ces derniers ont affirmé qu'« ils mettront de côté leurs couleurs politiques et voteront pour la liste de Julien Razafindrakoto (du HVM), en qui ils mettent leur confiance, mais aussi par souci de développement. » Le Mamimad dirigé par l'ancien Premier ministre Jean Omer Beriziky a aussi rencontré les élus des différents districts dès le début de la campagne et continue son périple. (La Vérité, p.3)*
- *Les candidats de la province d'Antananarivo ont adopté différentes stratégies d'approche lors de cette campagne. Le TIM et le HVM ont presque fini de faire le tour des différentes régions bien avant le dernier coup de sifflet. Les trois grands partis, à savoir le TIM, le HVM et le MAPAR comptent bien remporter la victoire. (Madagascar-Laza, p.3)*
- ***La Gazette de la Grande Ile (p.3)** porte des soupçons sur les candidats qui n'ont pas participé aux communales ou qui y ont participé mais n'ont pas décroché le poste de maire avec peu de conseillers, en tout cas pas suffisamment pour faire des réserves de voix pour gagner les sénatoriales. Afin d'assurer leur victoire, l'achat des voix et la corruption seront leur garant, selon le journal dans ses hypothèses. Parmi ceux qui sont suspectés, il y a l'ancien Chef de gouvernement Omer Beriziky, candidat dans la province d'Antsiranana, Jean-Désiré Ranaivoson, ancien membre du Conseil Supérieur de la Transition et candidat à Antananarivo, ainsi que son concurrent qui porte le dossard du parti Arema, Ange Andrianarisoa. Dans la province de Fianarantsoa, il y a le candidat du parti Leader Fanilo, Zafamily Constance et Martial Rakamisilahy ancien maire et ex-député de Manakara. Paul Tsilanizara du parti Arema, candidat à Toamasina fait aussi partie du lot. Dans la province de Toliara, la méfiance va vers Monja Roindefo, ancien Premier ministre et Tinasoa Freddy,*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



*ancien candidat lors de la dernière présidentielle et enfin vers Robert Razaka, ancien sénateur.*

## DEFAILLANCES SUR LES LISTES ELECTORALES

*Il est fort probable que des noms ne figurent pas sur la liste des grands électeurs qui participeront aux élections du 29 décembre. Ceux qui ont déjà pu consulter les extraits ont affirmé qu'il y a une différence entre l'effectif total des maires et des conseillers et le nombre de maires et de conseillers qui figurent sur la liste pour certaines communes. La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) elle-même reconnaît qu'il y a des anomalies, mais renvoie la balle vers le Tribunal administratif. En effet, vendredi dernier dans la matinée, la CENI a annoncé officiellement le nombre des électeurs, puis en a publié un autre le dimanche suivant après avoir reçu les dernières décisions du Tribunal administratif. (L'Express de Madagascar, p.3). Le Comité national d'observation des élections (KMF-CNOE) a haussé le ton à cause du fait que plusieurs grands électeurs soient privés de leurs droits de vote. Cette organisation de la société civile a même demandé le report du scrutin. Le Suivi de l'Observation pour la Limpidité des Elections (SOCLE) a aussi montré son scepticisme par rapport à la manière dont la CENI organise les sénatoriales, notamment le choix des bureaux de vote. (La Vérité, p.3)*

## LES DEPUTES OUBLIENT LE COMITE AD HOC POUR LA CENI

*Après avoir adopté la Loi de Finances 2016, les députés ont clôturé la séance et ont ignoré les autres sujets de débats, entre autres la mise en place du comité ad hoc, dont la mission aurait été de trouver un compromis avec la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI). Une initiative très attendue par tous les députés, étant donné le nombre de critiques lancées à l'endroit de la CENI par rapport notamment à l'installation de bureaux de vote au niveau des communes en vue des sénatoriales. D'après les explications de Christine Razanamahaso, députée du groupement Mapar, il a été demandé à chaque groupement parlementaire de désigner deux représentants, mais très peu ont répondu à l'appel. Apparemment, le comité a surtout servi de moyen de pression, non pas pour interpellier la CENI mais plutôt le gouvernement. (Les Nouvelles, p.3 ; Madagascar Matin, p.2)*

## LE PARTI TEZA SE RETIRE DES ELECTIONS

*Compte-tenu de la mauvaise organisation des sénatoriales, le parti Teza a décidé de ne plus participer à aucune élection et ne présentera aucun candidat jusqu'à ce que le socle démocratique sera bien fondé. Son président Jean-Louis Rakotoamboha craint que « le scrutin du 29 décembre ne reflète aucune transparence ni liberté » (Les Nouvelles, p.3)*

## LE PARTI TIM VISE 2/3 DES SIEGES DE LA CHAMBRE HAUTE

*La responsabilisation des collectivités territoriales décentralisées sur le plan économique et politique, telle est la vision du parti TIM. Selon sa candidate dans la province d'Antananarivo, Olga Ramalason, les sénateurs ont le rôle de promouvoir la décentralisation. La vice-présidente du parti a précisé que son camp vise à remporter 2/3 des sièges du Palais de Verre. (Madagascar-Laza, p.3)*

## Politique interne

## LA LOI DE FINANCES INITIALE 2016 CRITIQUEE PAR LES ANCIENS PARLEMENTAIRES

*Une bonne chose pour le pouvoir Exécutif : la loi de finances 2016 a été adoptée sans amendement par les députés. Toutefois, des anciens parlementaires tels que Zakahely Boniface ont leurs mots à dire quant à la répartition des lignes budgétaires. L'ancien député a déclaré qu'il ne comprend pas*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



*l'octroi d'un budget faramineux à la Présidence de la République et à la Primature. Il se demande si les parlementaires ont pris le temps de lire le document avant de l'adopter. (Les Nouvelles, p.3)*

## **SESSION PARLEMENTAIRE ORDINAIRE : 36 PROJETS DE LOI ADOPTES**

*La deuxième session ordinaire des députés a pris fin vendredi dernier. 36 projets de loi ont été adoptés lors de cette session. La balle est maintenant dans le camp de l'Exécutif, dans la mesure où « députés ont fourni au gouvernement les moyens législatifs pour travailler librement. L'on s'attend maintenant à la concrétisation de ces lois en actions », dicit le député Guy Rivo Randrianarisoa. (Madagascar-Laza, p.2)*

## **ZOKY VONJY SOLLICITE LES CRITIQUES CONSTRUCTIVES**

*Interviewé par le journaliste de Midi Madagasikara et de Les Nouvelles, le député Behavana Raveloarivonjy dit Zoky Vonjy a fait part de ses réactions après la tenue de la COP 21. D'abord, il a précisé que Madagascar a été le seul pays faiblement représenté lors de cette rencontre internationale, et a été critiqué par les organisateurs en conséquence. Toutefois, la COP 21 a été fructueuse pour le pays qui fait partie des victimes de l'émission de gaz à effet de serre. Ensuite, le journaliste lui a demandé sa position vis-à-vis du paysage politique actuel. « Il ne faut pas déstabiliser le pays. Il ne faut pas mettre en cause la démocratie », a martelé le parlementaire. Les actes de déstabilisation n'apportent que d'autres difficultés politiques, économiques et sociales. Il craint que les critiques hostiles et infondées ne remettent en cause la démocratie. « Après cinq années de crise, il est temps de se donner la main si nous sommes réellement des patriotes », a ajouté Zoky Vonjy (Midi Madagasikara p.3) (Les Nouvelles, p.2)*

## **NOUVELLES NOMINATIONS DANS LES AMBASSADES**

*En cette fin d'année, le ministère des Affaires étrangères procède à la nomination des employés d'ambassades. D'après les précisions de la ministre Béatrice Atallah, il y a eu des affectations, mais aussi des départs à la retraite. Les diplomates de carrière sont priorisés lors de ces nouvelles affectations. En outre, les nominations des ambassadeurs attendent encore la décision du Chef de l'Etat. (L'Express de Madagascar, p.5)*

### **Economie et société**

## **EMERGENCE MADAGASCAR PLAIDE POUR UN PACTE POUR LA RELANCE ECONOMIQUE**

*Créer 100 000 emplois en 100 jours, telle est l'ambition de Emergence Madagascar. L'organisation avance comme feuille de route, un Plan Stratégique de Développement à Croissance Accélérée pour l'Emergence de Madagascar, lequel comprend 61 actions d'urgence sociale. Ce document demande l'approbation des acteurs politiques, économiques, sociaux, religieux et diplomatiques dans sa phase finale. Holijaona Raboana a fait une démonstration de cette théorie qui repose sur le principe du 3FFV, soutenant qu'il est possible de produire et d'exporter les produits à forte valeur ajoutée en partant des zones de production régionales. (Midi Madagasikara, p.5)*

## **HAUSSE DU NOMBRE DE TOURISTES VOYAGEANT EN VOL PRIVE**

*Insatisfaits des services offerts par la compagnie aérienne nationale, les touristes préfèrent voyager en avion privé. Raison pour laquelle, le tourisme de luxe a connu un essor cette année. Le tourisme de luxe comprend plusieurs critères et basé sur les coûts élevés des infrastructures et des destinations. D'après les dires de Josianne Ratompomifidy, gérante d'une agence de voyage à destination de Maurice, « Les clients ont affiché leur préférence pour les services qui répondent aux normes. Beaucoup de touristes, nationaux ou étrangers préfèrent voyager dans le confort. » Ainsi, les recettes*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





des agences de voyage œuvrant dans le tourisme de luxe ont augmenté de 25%. (L'Express de Madagascar, p.7)

### MISE EN PLACE D'UNE FORCE SPECIALE DES EX-MILITAIRES

Comme une réponse aux demandes des réservistes et des ex militaires, une nouvelle association dénommée Hommes de Réserves et Ex Militaires (HRE-M) a été créée samedi dernier. Le président par intérim de l'association, Harison Jean a sollicité les anciens militaires comme quoi ils devraient être fidèles à leurs principes et ne devraient pas faire de la politique. Les membres du HRE-M envisagent de prêter main forte à la lutte contre l'insécurité. Pour ce faire, ils demandent l'établissement d'une « Force spéciale » au niveau de six ex provinces. (Midi Madagasikara p.2) (La Vérité, p.2). Ils sont également disposés à collaborer dans la lutte contre l'invasion des criquets et tout ce qui peut faire obstacle au développement. « Nous sommes là en cas de besoin, et si jamais les autorités ne veulent pas de notre aide, nous comptons toujours apporter notre part de responsabilité dans le développement du pays. » (Madagascar Matin, p.2)

### LE RIDEAU TOMBE SUR L'OPERATION « FAHALEMANA »

Lancée vers la moitié du mois d'août 2015, l'opération « Fahalemana » a pris fin hier. L'objectif de cette opération de sécurisation a été d'enrayer les vols de bovidés dans la partie Sud de l'île. Mais au final, elle a surtout érigé des polémiques et des inculpations envers les forces de l'ordre qui semblent être envoyés en mission de combat. Bavures, exécutions sommaires, braquages, prises d'otage, vols, razzias et destructions figurent parmi les accusations proférées à l'encontre de ceux qui ont participé à l'opération. Pour la majorité de la population, ce fut un fiasco car elle n'a pas non plus mis fin aux attaques des dahalo. (Madagascar Matin, p.3)

### UN PROGRAMME DE REFORME DU SYSTEME EDUCATIF EN COURS

Du 28 septembre au 15 octobre derniers, une mission pour la réforme de l'éducation à Madagascar a été conduite par l'Organisation Internationale de la Francophonie, en collaboration avec le ministère de l'Education nationale. Trois axes seront priorisés dans ce programme de réforme, à savoir la redéfinition de la politique éducative, orienté vers l'identification des normes de qualité et d'équité. Le programme comporte également la formulation et l'adoption d'une politique nationale d'intégration des technologies de l'information et de la communication et la réduction du taux d'abandon scolaire à travers des actions de sensibilisation auprès des parents. (Les Nouvelles, p.5)

## Format de couverture

**Madagascar Matin** a choisi de faire une revue des deux années d'activité du Président Hery Rajaonarimampianina, en mettant l'accent sur sa politique de lutte contre le trafic de bois de rose. Le journal constate qu'au lieu de mener une lutte, le régime actuel a favorisé la mauvaise pratique. D'ailleurs, aucune promesse électorales n'a été tenue ni réalisée. « Les promesses sont définitivement des promesses », a critiqué le journal. L'identité des gros bonnets est connue sans que les tenants du pouvoir aient pris les dispositions qui s'imposent. **Madagascar Matin** soutient que la mise en place du Tribunal spécial chargé de juger les délits reliés au trafic de bois précieux n'est qu'une astuce pour embrouiller un peu plus le public. Enfin, le journal soutien que tout est question de volonté politique. Mais vu que les trafics continuent, les autorités sont donc incapables de lutter contre ce fléau parce qu'« elles font entièrement partie de ce système. » (p. 3)

**Tia Tanindrazana** a aussi abordé le sujet mais en optant pour une position positive, basée sur les propos de Freddie Mahazoasy qui a salué la bonne initiative de l'Exécutif en soumettant le projet de loi portant sur la création de ce Tribunal au Parlement. Selon le député, le texte est assez sévère, si bien que les parlementaires ont demandé de mettre en place un système permettant d'informer le

Leader du Consortium: Membres du Consortium:





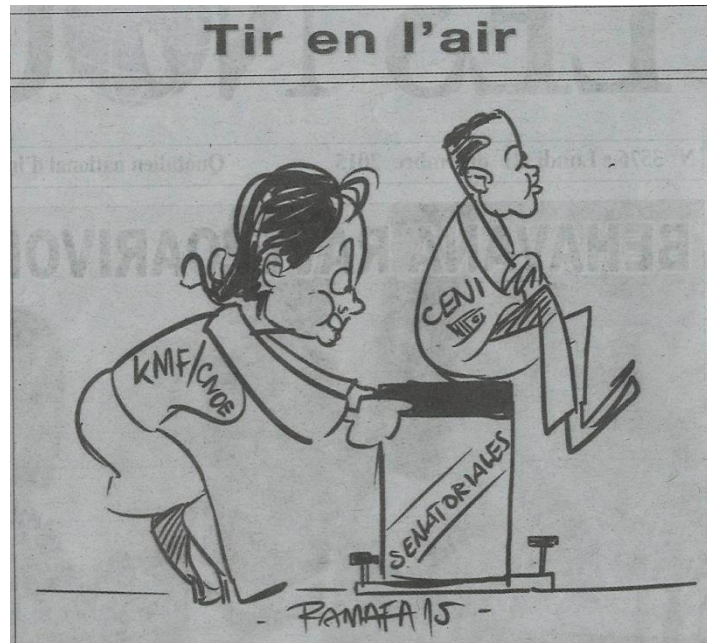
# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



public de son contenu. Aussi, l'application des sanctions prévues par le texte doit également être suivie de près. (p. 3)

## Un peu d'humour



## Les Nouvelles, p. 2

**Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :**  
Tiaray RANDRIAMALALA: [tiaray.randriamalala@eces.eu](mailto:tiaray.randriamalala@eces.eu)  
Mirana RAZAFINDRAZAKA: [mirana.razafindrakaza@eces.eu](mailto:mirana.razafindrakaza@eces.eu)  
Site web: [www.incipals.eu](http://www.incipals.eu)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

